

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FULCHIRON INDUSTRIELLE

Chemin de St Eloi
91720 Maisse

Références : -
Code AIOT : 0018100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement FULCHIRON INDUSTRIELLE implanté CHE ST ELOI 30700 Vallabrix. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- CHE ST ELOI 30700 Vallabrix
- Code AIOT : 0018100044
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite des sables siliceux à destination des activités industrielles. Elle a été renouvelée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 jusqu'au 24 juillet 2033. Le site abrite des installations de lavage, séchage et de stockage des sables extraits.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/10/2019, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Action nationale sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.1	Sans objet
5	Protection des	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ressources en eau	article 3.5	
9	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que certains points de la précédente inspection du 21 novembre 2024 n'ont pas été traités notamment le désordre constaté par l'inspection sur le secteur 6 de la carrière dans le dernier rapport du 16/12/2024 de SOLUSOL et l'absence de mise en place d'un dispositif de récupération des eaux issues du bassin de décantation. Par ailleurs, le protocole de suivi de l'ensablement réalisé avec l'EPTB est en cours de révision.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2019, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit [...]
Constats : Ce point avait déjà fait l'objet d'un contrôle lors de la visite d'inspection du 21/11/2024. L'exploitant était tenu de mettre en œuvre, sous trois mois, un dispositif de récupération des eaux issues des bassins avec une réutilisation dans le process de l'installation de traitement. Au jour de l'inspection, aucun dispositif n'a été mis en place. L'exploitant a indiqué que la pose d'une pompe telle qu'envisagée initialement ne serait pas efficace eu égard aux eaux chargées en fines et à la décantation linéaire en amont, et qu'une étude portant sur la mise en place d'un circuit de décantation suivi d'un bassin à surverse et de filtres à cailloux sera réalisée à compter mi-avril accompagné d'un dossier de subvention auprès de l'ARS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre en place un dispositif de récupération des eaux du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des travaux concernant la stabilité des terrains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°19-002N du 18 janvier 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>Des visites réalisées aux périodicités suivantes 2 fois par an ou, après un épisode pluvieux important, ou, sur demande de l'exploitant en cas d'intervention jugée utile en fonction d'aléas de chantiers, d'aménagements techniques nécessitant un avis géotechnique préalable, du site sont réalisées par un bureau d'études spécialisé afin de vérifier l'efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux réalisés afin d'assurer la stabilité des gradins - des dispositifs destinés à éviter les entraînements de sables; <p>et de définir les mesures correctives, nécessaires ou complémentaires aux dispositions prévues. Ces mesures correctives ou complémentaires sont à réaliser dans un délai pertinent au regard des enjeux et de leur condition de mise en œuvre.</p> <p>Un rapport de visite est établi.</p> <p>Un tableau sur lequel sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations proposées; - les travaux correspondants réalisés; - les références des rapports; est tenu à jour. Le plan des ouvrages destinés à éviter les entraînements de sable par les eaux, est tenu à jour. <p>Ces documents sont adressés à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de nécessité d'intervention de la partie Est, le rapport établi contenant toutes les propositions utiles est adressé au préfet pour accord sur la réalisation des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un rapport de suivi des travaux de stabilisation de fronts et de maîtrise du ruissellement daté du 16 décembre 2024 (rapport E.3351/24)</p> <p>Ce rapport ne fait pas mention du désordre constaté par l'inspection des installations classées lors de sa visite du 21/11/2024. L'exploitant déclare que le désordre identifié par l'inspection était situé en secteur 2 mais visible depuis secteur 6 d'où était positionné l'inspecteur et que sur le secteur 2 le géotechnicien n'a rien relevé de particulier d'où l'absence d'indication à ce sujet dans ledit rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de faire mentionner explicitement par le bureau d'étude géotechnique le contrôle du désordre constaté par l'inspection lors de sa visite du 21/11/2024 et les conclusions qu'il en tire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Action nationale sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Suivi consommation en eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.</p> <p>L'exploitant responsable d'une installation reporte mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes prélevés - le cas échéant le nombre d'heures de pompage; - l'usage et les conditions d'utilisation; - les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater ; - les conditions de rejet de l'eau prélevée; - les changements constatés dans le régime des eaux ; - les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage. <p>Un suivi mensuel du niveau de la nappe au droit du captage de Vallabrix est effectué .</p> <p>Les suivis des volumes prélevés et du niveau piézométrique mensuel sur le site de la carrière et au captage de Vallabrix sont optimisés par la mise en place d'un dispositif de suivi en continu avec enregistrement automatique des données.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre dématérialisé recensant les éléments fixés par la prescription contrôlée.</p> <p>Les postes de consommations d'eau sont clairement définis (bureaux, lavage des matériaux et arroseuse).</p> <p>Dans le cadre de l'action nationale, l'exploitant n'a mis aucune mesure en place pour faire des économies d'eau. La détection de fuites est réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schémas de circulation des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessous.</p> <p>Ces schémas qui sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées indiquent, pour chaque branche, les valeurs de débits, des concentrations et des flux polluants dans les différentes configurations de marche.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection les éléments attendus</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection le schémas de circulation faisant apparaître les attendus fixés par la prescription susvisée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation eau potable
Prescription contrôlée : L'alimentation en eau potable est assurée par des bouteilles et des fontaines à eau. Les sanitaires sont alimentés par un forage qui a fait l'objet d'une déclaration à ce titre.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de manquement à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques (sanitaires du personnel) sont traitées par un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux règles en vigueur, qui est validé par le service public d'assainissement non collectif localement compétent.
Constats : L'exploitant a fourni post-inspection un compte rendu de la visite diagnostic des installations d'assainissement non collectif du 5 juin 2012. Conformément à l'article L 2224-8, III, 2°, al 3 du code général des collectivités territoriales, la périodicité du contrôle ne peut excéder 10 ans, par conséquent ce contrôle aurait dû être renouvelé en 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de solliciter le SPANC pour contrôler son système d'assainissement collectif, et transmettre à l'inspection des installations classées le compte rendu de visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Ces eaux, y compris celles provenant de la plateforme des installations de traitement, des bassins à boues saturées et d'arrosage des stocks, sont intégralement recyclées. [...] Des analyses régulières des boues de décantation sont prévues ainsi que des analyses de l'eau du forage.
Constats : Les rejets d'eaux en provenance des installations de traitement ne sont pas recyclées. L'exploitant déclare que l'étude qui débute mi-avril prévoit la révision du circuit de décantation en amont du bassin de décantation et des mesures envisageables pour récupérer les eaux issues des process. L'exploitant a fourni les analyses d'eau des forages et des boues de décantation des années 2023 et 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de procéder au recyclage des eaux issues du process de l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation d'un bassin écrêteur dans le lit du ruisseau "Le valadas"
Prescription contrôlée : [...]Ce bassin est curé après chaque pluie significative (cote de fond du bassin : 145.5 NGF)[...] une échelle limnigraphique est mise en place dans le bassin afin de vérifier que cette cote n'est pas dépassée Un dispositif de suivi de l'ensablement est mis en place dans le lit du ruisseau "Le valadas" à l'aval, ainsi qu'au niveau du rejet dans l'Alzon, en complément de celui réalisé dans le bassin. Un suivi mensuel est effectué sur ces trois points et porté sur un registre tenu à disposition de l'administration.[...]
Constats : L'inspection a constaté que le bassin n'a pas été curé en raison de son inaccessibilité. En effet en période pluvieuse, le chemin d'accès autour du ruisseau est inondé, empêchant de fait aux engins l'accès au lac. Concernant le suivi de l'ensablement, l'exploitant a déclaré que le protocole de suivi et de limitation de l'ensablement du Valadas passé avec l'EPTB est en cours de révision afin

<p>d'ajuster les modalités de travaux et intégrer de nouveaux secteurs d'interventions pour gérer les sables issus de la zone forestière incendiée en 2022. L'objectif est de stopper les sables transportés lors des épisodes pluvieux et provenant principalement du site de l'exploitation de la colline incendiée à l'aval de la carrière afin de préserver l'Alzon de tous risques de pollution au sable (colmatage des fonds).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un registre de suivi comprenant le suivi de la pluviométrie, et des volumes curés par points de contrôle. Ce registre doit être complété des cotes de déclenchement de curage (cote de sables, seuils dépassés ou atteints au droit du déversoir) afin que l'inspection puisse contrôler le respect de la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de procéder au curage du bassin écrêteur dès que l'accès est possible et de compléter le registre de suivi de l'ensablement des éléments susmentionnés.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le protocole de gestion et de suivi des sables dans le Valadas dès achèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 3.14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des boues de décantation et de l'eau des forages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre des moyens de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des boues de décantation; - de l'eau des forages F1 et F2 <p>afin de vérifier notamment, l'absence de composées des coagulants-floculant utilisés.</p> <p>Des analyses semestrielles sont réalisées sur ces ouvrages sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • températures (°C) • pH à 20°C • MES (mg/l); • Turbidité (FTU) • DCO (mg O2/l) • Carbone organique total (mg/l) • Conductivité • Acrylamide • epichlorhydrine • indice hydrocarbures (mg/l) <p>Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports d'analyses semestrielles des années 2023 et 2024 réalisés au</p>

droit des forages et boues de décantation. Ces analyses n'appellent aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La carrière dispose actuellement de trois forages atteignant l'aquifère des sables du Cénomanien :</p> <ul style="list-style-type: none"> • F1 alimente les sanitaires et le four ; • F2 et F3 sont exploités alternativement pour l'eau industrielle : lavage des sables. F3 n'est exploité qu'en remplacement de F2 et une fois par mois pour s'assurer de son bon fonctionnement ; • Les forages de prélèvement permettent de capter l'eau avec un débit maximum de 60m³/h. La consommation maximale est de 199 000 m³/an [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un document de suivi de ses consommations d'eau indiquant les usages de l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - F1 alimentant les bureaux - F2/F3 l'installation de lavage; <p>Ce document fait mention des relevés de compteurs et de des consommations liées au forage F2/F3 qui fonctionnent simultanément; Néanmoins le document n'indique pas les volumes consommés propres à chaque forage permettant de vérifier le fonctionnement en secours du F3. Les consommations annuelles totales sur les trois forages sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -130 040 m³ en 2020; - 139 275 m³ en 2021; - 137 502 m³ en 2022; - 141 452 m³ en 2023; - 148 679 m³ en 2024; - 37 875 m³ en mars 2025; <p>Ces consommations respectent les volumes annuels maximaux fixés par la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de relever, à l'avenir, les consommations propres à chaque forage et de les tenir à la disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois